



Plan de Prévention des Risques d'Inondation Marne aval – secteur Épernay

PAR DÉBORDEMENT DE LA RIVIÈRE **MARNE** POUR LA :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES PAYSAGES DE LA CHAMPAGNE SUR LE TERRITOIRE
DES COMMUNES DE :

**BINSON-ET-ORQUIGNY, BOURSALT, CHÂTILLON-SUR-MARNE, COURTHIÉZY, DAMERY, DORMANS,
MAREUIL-LE-PORT, OEUILLY, REUIL, TROISSY, VANDIÈRES, VAUCIENNES, VENTEUIL, VERNEUIL,
VINCELLES.**

PRESCRIT LE **12 OCTOBRE 2017**

ANNEXE 15 : MÉMOIRE EN RÉPONSE (DOSSIER APPROUVÉ)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral

En date du : 15 février 2022

Le Préfet



TABLE DES MATIÈRES

TITRE I – INTRODUCTION.....	5
TITRE II – OBSERVATIONS DES AVIS.....	6
TITRE III – RECUEIL DES AVIS NOTIFIÉS LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	9
III.1 – Remarques génériques :.....	9
III.1.1 – La régulation du lac réservoir Marne.....	9
III.2 – Remarques communales :.....	9
III.2.1 – Commune de Mareuil-le-Port.....	9
III.2.2 – Commune de Verneuil.....	9
III.2.3 – Commune de Troissy.....	10
III.2.4 – Commune de Vincelles.....	10
III.2.5 – Commune d'Oeuilly.....	12

TITRE I – INTRODUCTION

Le présent mémoire en réponse concerne le PPRi Marne aval secteur d'Épernay – Communauté de Communes des Paysages de la Champagne sur le territoire des communes de :

Binson-et-Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans, Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil et Vincelles.

À l'issue de la concertation, le projet de PPRi a été soumis pour avis aux conseils municipaux et personnes publiques associées pendant un délai de deux mois (de février à avril 2021). Cette consultation a fait l'objet d'un bilan de consultation (*cf annexe 13 : bilan de consultation*) dans lequel est mentionné un certain nombre de remarques.

Le projet de PPRi Marne aval secteur d'Épernay – Communauté de Communes des Paysages de la Champagne a ensuite été soumis à enquête publique du mercredi 2 juin 2021 au vendredi 2 juillet 2021. Le commissaire enquêteur a fait part, auprès des services de l'État, des questions, revendications et remarques ayant été formulées lors de cette enquête.

En parallèle à ces permanences, le public avait la possibilité d'envoyer directement sur l'adresse ddt-pprnaturel@marne.gouv.fr prévue à cet effet, les remarques ou interrogations sur ce PPRi. Pour une meilleure compilation des informations, les services de l'État ont transmis les éventuelles remarques au commissaire enquêteur.

Il a alors été procédé à l'examen attentif de ces éléments inscrits tant sur les délibérations des collectivités que sur les registres d'enquête, et le procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur.

Le présent document apporte réponse aux remarques émises lors de ces différentes étapes.

Par ailleurs, pour faciliter la compréhension et la lecture du PPRi, les éléments suivants seront disponibles suite à l'approbation du PPRi Marne aval secteur d'Épernay – Communauté de Communes des Paysages de la Champagne :

- Un guide de recommandations pour l'utilisation du règlement du PPRi ;
- Un guide de recommandations pour l'interprétation de la bande d'incertitude du zonage réglementaire à l'échelle cadastrale.

TITRE II – OBSERVATIONS DES AVIS

Chambre d'Agriculture de la Marne : La Chambre d'Agriculture souhaiterait être informée et consultée pour les projets agricoles qui pourraient être empêchés par les contraintes liées au Plan de Prévention des Risques Naturel d'inondation.

Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture souhaiterait, lors de l'enquête publique, être informée pour relayer l'information sur leur site internet et dans les différents courriers qu'ils envoient aux agriculteurs.

Réponse apportée : Chaque projet peut faire l'objet d'échanges en amont entre les services de l'État et le porteur de projet, qui peut associer la Chambre d'Agriculture afin de disposer de toutes les explications et conseils utiles en vue du respect du PPRi.

Concernant l'enquête publique, un courriel explicatif a été envoyé à la chambre d'agriculture le 18 mai 2021 avec la plaquette de présentation de l'enquête publique.

Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims : Le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims propose « d'adapter quelques éléments du règlement afin d'associer la prise en compte des objectifs du PPRi aux enjeux environnementaux ».

Titre III.5 – « Entretien des cours d'eau par les riverains et des ouvrages hydrauliques par les propriétaires – page 61 du règlement :

Une précision de la période favorable à l'entretien de la ripisylve serait bienvenue afin d'orienter les riverains. Pour rappel, l'entretien doit avoir lieu en dehors des périodes de reproduction des espèces, soit entre octobre et mars. »

Titre III.6 – « Autres mesures – page 62 du règlement :

Il est conseillé dans le règlement du PPRi de démolir tout bâtiment à l'abandon en zones inondables. Au préalable de la démolition des bâtiments abandonnés, un inventaire devra écarter le risque de destructions d'espèces protégées inféodées au bâti (chiroptères, rapaces nocturnes ...). »

Réponse apportée : Ces précisions seront apportées au règlement du PPRi.

Syndicat Mixte de la Marne Moyenne (S3M) : Avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessous :

« Par rapport à la réglementation des zones, j'attire votre attention sur la possibilité de contourner la réglementation relative à l'extension d'une surface habitable en effectuant une division parcellaire : une habitation qui ne peut pas s'étendre pourra le faire en appliquant cette méthode.

Deuxième point, les clôtures doivent garantir le libre écoulement des eaux. Il conviendrait de préciser ici une section des ouvertures nécessaires ainsi qu'une fréquence en fonction de la zone. Sur le secteur de Châlons-en-Champagne, je constate trop souvent des ouvertures bien présentes dans les murs de clôture mais celles-ci ne permettront pas l'évacuation des eaux lors d'une crue, car ces dernières sont sous dimensionnées.

Enfin, l'infiltration des eaux de pluie, lorsqu'elle est possible, doit être une règle pour tous afin de limiter les inondations d'une part et de contribuer au rechargement des nappes phréatiques lors de périodes sèches d'autre part. En effet, le stockage naturel de la pluie à l'emplacement où celle-ci tombe retarde l'arrivée de l'eau à la rivière donc limite l'inondation à l'aval. À contrario, en période de sécheresse l'eau profite au territoire pour sa consommation domestique et non à la mer qu'elle rejoindra dans les jours qui suivent.

Le S3M émet donc un avis favorable au projet de PPRi proposé sur le secteur d'Épernay sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessus. »

Réponse apportée :

Division parcellaire :

Le raisonnement est désormais basé sur un pourcentage de surface au sol totale située en zone inondable. On entend par surface totale, le bâtiment existant, les extensions et annexes ainsi que le projet. En fonction de la zone réglementée retenue, ce pourcentage varie et peut être limité par une double condition de surface maximum en zone rouge.

Clôture :

Au cours d'un échange avec monsieur MALOTET (S3M), la notion de transparence hydraulique ne semble pas assez précise faute d'indication sur les dimensions attendues ; le retour d'expérience montre en effet qu'en l'absence d'indication de dimensions, les ouvertures sont inexistantes ou lorsqu'elles sont créées, sont largement sous-dimensionnées. Monsieur MALOTET a envoyé à la DDT une doctrine que le S3M notifie pour certains avis d'urbanisme. Au cours de cet échange, la DDT explique que ce dimensionnement est difficilement quantifiable car chaque cas est différent et selon la crue, les débits et écoulements peuvent être différents. Ainsi sans connaître un débit (nous sommes en crue lente), il n'est pas possible de déterminer les ouvertures à créer pour laisser s'écouler la crue. Néanmoins, une préconisation pour les niveaux les plus faibles pourra être précisée à titre d'exemple, dans le guide de lecture du règlement, guide à caractère non réglementaire.

Infiltration :

Le PPRi vise le risque inondation par débordement de la rivière Marne et ne traite pas la problématique de ruissellement à la parcelle. Par ailleurs, le règlement du PPRi n'interdit pas les infiltrations.

Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne (CIVC) : Une remarque concernant la zone rouge du règlement exprimée ci-dessous.

« Concernant le règlement des zones rouges, il est prévu qu'il ne doit pas y avoir de remblais, de travaux et d'installations sur les parcelles. Nous attirons votre attention sur la possibilité que les arrachages et replantations des vignes des zones concernées puissent être réalisés sur des terrains au profil qui sera non modifié et ce sans aucune contrainte nouvelle. »

Réponse apportée : Les arrachages et replantations sont possibles ; la seule contrainte se résume à la conservation du profil du terrain existant. En d'autres termes, l'apport de remblais sur les parcelles situées en zone inondable est interdit.

Schéma de Cohérence Territoriale d'Épernay et sa Région (SCoTER) : Une remarque concernant le caractère limitant du développement exprimée ci-dessous.

« Le SCoT d'Épernay et de sa Région souligne la nécessité et l'intérêt d'améliorer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels mais émet une réserve quant au caractère limitant en matière de développement urbain induit.

Le SCoTER demande ainsi que les capacités d'extension des communes soumises au présent PPRi fasse l'objet d'une réelle concertation avec les services de l'État lors des réunions Personnes Publiques Associées (PPA) afin de ne pas remettre en cause le projet des élus du territoire du SCoT.»

Réponse apportée : Le projet de PPRi a été élaboré en complète concertation avec les communes. Lors des différentes rencontres, les projets ont été abordés et les services de la DDT restent toujours à l'écoute des interrogations des élus. Par ailleurs les différentes phases de l'élaboration du projet de PPRi ont été ponctuées de points d'arrêts sous forme de réunions plénières intégrant des échanges, où l'ensemble des PPA était invité. Ces réunions étaient programmées dans le cadre de la validation de chaque phase. Ainsi le projet de règlement du PPRi a été élaboré dans le respect de la résilience des territoires mais aussi de la possibilité du développement des territoires dans le respect de la protection des biens et des personnes. En devenant servitude d'utilité publique, ce document se substituera à deux documents en vigueur le Plan des Surfaces Submersibles (décret du 10/12/1976) et le R111-3 du code de l'Urbanisme (décret du 4/12/1992) couvrant déjà une grande partie des territoires du secteur d'Épernay. Aujourd'hui, les projets du SCoTER doivent prendre en considération ces documents qui leur sont opposables ainsi que le Porter à Connaissance du 31 janvier 2017. Par ailleurs, depuis avril 2013 le SCoTER a participé à 5 réunions sur les 7 réunions dont la dernière a eu lieu en décembre 2019.

TITRE III – RECUEIL DES AVIS NOTIFIÉS LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

III.1 – REMARQUES GÉNÉRIQUES :

III.1.1 – La régulation du lac réservoir Marne

La régulation du lac réservoir Marne (Lac du Der) a été signifiée par monsieur HAZARD dans la commune de Châtillon-sur-Marne et par un dossier, déposé par monsieur BRION, de questions posées par des habitants de la commune Verneuil. Ces personnes s'interrogent sur la gestion du lac du Der et de son rôle.

Réponse apportée : Le projet de PPRi ne traite pas la régulation du Lac Réservoir Marne. Cette régulation est gérée par l'EPTB Seine Grands Lacs suivant un règlement d'eau validé par arrêté préfectoral. Ainsi la régulation est variable selon la période de l'année afin d'assurer les deux rôles du lac Réservoir à savoir :

- Rôle de bassin écrêteur, notamment en période de crue ;
- Rôle de soutien à l'étiage en période estivale.

III.2 – REMARQUES COMMUNALES :

III.2.1 – Commune de Mareuil-le-Port

Un habitant de Mareuil-le-Port s'étonne que le numéro 3a de l'avenue Paul Doumer, section cadastrale AD 3, ne soit pas classé en zone inondable. Il dit avoir connu dans le passé de l'eau au pied de la maison située à cette adresse, ce qui a nécessité la construction d'un vide sanitaire.

Réponse apportée : Effectivement l'enveloppe de la modélisation de la crue centennale n'atteint pas cette parcelle. Cela signifie que cette parcelle n'est pas soumise aux recommandations du PPRi. Le phénomène stipulé par cet habitant peut être lié à un phénomène de remontée de nappe que l'on peut rencontrer notamment lors de période de crue.

III.2.2 – Commune de Verneuil

Deux habitants de Verneuil ont mentionné sur le registre le problème des crues de la rivière Semoigne qui traverse le village et se jette dans la Marne. Ces personnes ont également produit des photos et sollicité des réponses à leurs interrogations. Le commissaire enquêteur a précisé aux 2 intervenants que les problèmes liés à la rivière Semoigne ne concernait pas le règlement du PPRi. Toutefois, l'encombrement du confluent avec la Marne a des conséquences indirectes lors des crues de la Marne. En effet, le niveau de la Semoigne est souvent plus bas que celui de la Marne et compte tenu de la configuration du confluent et de l'encombrement de celui-ci par des sédiments et arbres morts, l'eau remonte par la Semoigne et inonde une partie du village.

En complément, madame la maire de Verneuil souligne également comme ses deux administrés le problème de la rivière Semoigne et du confluent avec la rivière Marne qui nécessiterait des travaux d'aménagement et de nettoyage. Elle demande d'une part, qui pourrait réaliser ces travaux

d'aménagement qui, avec les débordements à répétition, sont un réel problème et d'autre part, à qui incombe précisément l'entretien de la Semoigne (riverains, commune, autres ...)

Réponse apportée : Après lecture des différentes remarques, nous rappelons que le but d'un Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) est de maîtriser l'urbanisation en zone inondable. Même si les débits d'apport de la Semoigne sont intégrés dans la détermination de la crue centennale de la Marne, ce PPRi traite avant tout du débordement de la Marne et non celui de la Semoigne. La confluence de ces deux cours d'eau présente des problèmes comme cela nous avait été rapporté lors des réunions bilatérales avec la commune. Dans le règlement du PPRi les chapitres « III.5 – Entretien des cours d'eau par les riverains et des ouvrages hydrauliques par les propriétaires » et « III.6 – Autres mesures » apportent quelques éléments de réponse qui restent applicables pour n'importe quel cours d'eau (la Semoigne par exemple).

III.2.3 – Commune de Troissy

Monsieur JOBERT, habitant de Troissy souhaite que la crue de référence retenue soit celle après la construction du lac du Der et non plus celle de 1910. Monsieur JOBERT fait remarquer que depuis la création du lac, les crues sont moins fréquentes et destructrices, permettant ainsi l'exploitation des terres agricoles.

Réponse apportée : Comme vu plus haut dans les remarques génériques, le rôle écrêteur du lac du Der permet effectivement d'avoir des crues moins fréquentes et destructrices sur le secteur. La crue de référence est quant à elle définie par les circulaires des 24/01/1994 et 30/04/2002 expliquée dans le « Titre V – Détermination de l'aléa de référence » de la note de présentation du projet de PPRi. En effet la crue de référence retenue pour le PPRi est une crue modélisée, car la plus haute crue connue (crue de 1910) est inférieure à la crue centennale exigée par les circulaires dans le cadre de l'élaboration d'un PPRi.

III.2.4 – Commune de Vincelles

Madame DEPAUX, maire de Vincelles, souligne à nouveau le problème d'une zone classée au PPRi comme « installation potentiellement polluante ». Il s'agit au lieu-dit « Facelle », proche de la rivière Marne, de hangars et plateformes extérieures de stockage de produits viticoles, carcasses de véhicules, métaux, ferraille, déchets « verts » et autres de nature indéterminée. Le projet de règlement prévoit-il expressément pour ces installations, des mesures de protection obligatoires et contraignantes de nature à éviter des pollutions et la dispersion d'objets flottants pouvant former des barrages ?

Réponse apportée : Lors des réunions bilatérales avec monsieur LE FOLLEZOU (prédécesseur de madame DEPAUX), ce problème avait été signalé. Ce site se situe entre les départements de la Marne et de l'Aisne. Dans le Département de l'Aisne (sur le territoire de Trélou-sur-Marne), une partie des bâtiments est situé en zone rouge d'un PPRi existant et applicable. Dans le département de la Marne (sur le territoire de Vincelles) le reste de ce site est également situé en zone rouge du PPRi en cours d'élaboration, qui sera applicable dès son approbation. Dans le règlement du zonage réglementaire, il est stipulé qu'en zone rouge **sont interdit** :

- la création ou l'extension d'aires de dépôt ou de stockage de déchets, de produits sensibles à l'eau ou polluants, les décharges d'ordures ménagères ou de déchets banals ou spéciaux ;
- les remblais de toute nature à l'exception de ceux strictement nécessaires aux accès des bâtiments (rampes, escalier...) ;

Pour les projets nouveaux liés à l'existant, les extensions, annexes et dépendances des bâtiments **d'activités existants**, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- le projet **ne crée pas de nouveau logement ni d'hébergement** ;
- **la surface au sol* totale des constructions (bâtiment existant et extension)** située en zone inondable est **limitée à 20 %** de la surface inondable du terrain d'assiette du projet ;
- **la surface au sol* totale, en zone inondable, des extensions, annexes et dépendances** réalisées à compter de la date d'approbation du présent PPRi **ne dépasse pas 20 % de la surface au sol initiale** en zone inondable ;
- **les premiers niveaux de planchers fonctionnels doivent être situés au-dessus de la cote réglementaire**, à l'exception des surfaces à usage de garage **ou de stockage de matériaux insensibles à l'eau et non polluants**, dont les planchers fonctionnels pourront être situés entre la cote de référence et le terrain naturel existant.

Par ailleurs, le titre « II.1.4 – Prescriptions en matière de règles de construction et d'aménagement » du règlement précise également les différentes contraintes en terme :

- de cotes réglementaires ;
- de modalités d'aménagement du bâti ;
- pour tous les travaux touchant la structure du bâti ;
- pour tous les travaux touchant les réseaux, et les usages ou l'utilisation des sols ;
- pour tout projet dont la surface au sol (bâtiments et remblais d'accès) d'une surface supérieure à 150 m².

Enfin, le « titre IV – Mesures sur les biens et activités existants » du règlement précise que certaines **mesures sont obligatoires** et **doivent être réalisées dans les 5 ans après l'approbation du PPRi** et d'autre sont recommandées. Parmi ces mesures obligatoires, on retrouve :

Obligations constructives et fonctionnelles sur les biens et activités existantes

- Mises en place de dispositifs pour empêcher la libération d'objets et de produits dangereux, polluants ou flottants (lestage ou ancrage des citernes, étanchéification des cuves à fuel...) ;
- Réalisation de travaux permettant d'assurer l'alimentation en eau potable par l'une au moins des ressources disponibles : mise hors d'eau des équipements sensibles (pompes, armoires électriques, systèmes de traitement...) et étanchéification des têtes de puits et des canalisations lorsque celle-ci s'avère insuffisante ;
- Tous les produits potentiellement polluant ou dangereux, matériels, matériaux, récoltes, mobiliers et équipements extérieurs des équipements publics doivent être, soit placés au-dessus de la cote de référence, soit arrimés de manière à ne pas être entraînés par les crues et stockés de manière à ne pas polluer les eaux ni subir de dégradations.

En résumé, sur ce site il ne doit pas y avoir de stockage de matériaux polluants ou sensibles à l'eau, et les possibilités d'extension d'un éventuel projet sont très réduites.

III.2.5 – Commune d'Oeuilly

La commune d'Oeuilly a un projet de construction de station d'épuration en partie en zone bleu clair, déjà évoqué auprès de la DDT. Le projet est tout à fait réalisable avec prescriptions. Néanmoins, Monsieur le maire sollicite le déclassement de la petite zone bleu clair afin de lever toute ambiguïté.

Réponse apportée : La parcelle évoquée est la parcelle section AB n°155 au lieu-dit « le moulin d'en bas ». Lors de nos échanges, cette parcelle a été classée en violet clair « Équipement d'intérêt général – rural » sur la carte des enjeux. Concernant la **carte du zonage réglementaire** du PPRI, cette parcelle est classée en **zone rouge**. Le règlement de la zone rouge précise que pour les équipements d'intérêt collectif et service public et strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, le règlement autorise ce type d'installation sous réserve :

- de justifier que l'implantation ne puisse se faire en d'autres lieux notamment techniquement et économiquement ;
- que ces constructions ou installations ne soient pas destinées à recevoir du public ou nécessaires à la gestion de crise ;
- de mettre hors d'eau les équipements sensibles et d'utiliser des matériaux adaptés au risque ;
- qu'il n'y ait pas de création de logement.



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA MARNE

40 boulevard Anatole France – CS 60554
51037 Châlons-en-Champagne Cedex
03.26.70.80.00
ddt@marne.gouv.fr – www.marne.gouv.fr
mél PRNTLB : ddt-ssprntr-prntpcb@marne.gouv.fr